

CIBLE

Karachi

Quant à l'attentat qui avait entraîné la mort de onze Français à Karachi en 2002, personne n'est au courant de rien.

Édouard Balladur n'a jamais entendu parler de commissions – et encore moins de rétro-commissions qui auraient pu irriguer les caisses de sa campagne électorale. L'ancien Premier ministre n'a jamais connu que de simples et braves gens qui donnaient des billets de banques en paiement de maillots, affiches et porte-clés.

Nicolas Sarkozy, féal de Balladur en 2002, ne sait pas non plus de quoi il retourne et crie à la diffamation quand on lui pose des questions.

Renaud Donnedieu de Vabres, qui pourrait être lui aussi impliqué, affirme qu'il n'a rien fait de mal – tandis que divers personnages livrent des bribes de vérité ou laissent traîner des soupçons qui alimentent les moulins à rumeurs.

Quant à nous, nous ne savons rien sur Karachi mais notre conviction est faite sur un point : si Nicolas Sarkozy était par trop compromis dans cette sale affaire, la droite lui trouverait immédiatement un remplaçant.

Ne tirons pas trop sur les épiphénomènes.

SANTÉ PUBLIQUE

Hopitaux en péril

Louis-Philippe

**Un roi
novateur**

p. 6-7

Société

**Une pauvreté
croissante**

p. 2

Forcer la justice

Huit millions de pauvres. Un sur huit d'entre nous – 12 % - n'a pas les moyens de pourvoir à ses besoins les plus élémentaires. Voilà le bilan, renouvelé et sûrement encore aggravé cette année, de la répartition des biens dans notre république.

Le Rapport annuel du Secours catholique pour 2009 est fondé sur l'observation des situations de détresses réelles dont les bénévoles de l'association est été saisi dans l'année. Loin des statistiques administratives, ce sont des cas concrets en nombre impressionnant qui fournissent ici des données qu'on ne saurait réfuter par des sondages. Un sur huit d'entre nous ne mange pas à sa faim, ne se soigne pas quand il a mal, se déplace avec peine, même quand il s'agit de chercher un emploi et - fait nouveau qui devrait faire un beau scandale - même quand il travaille, ne peut pas survivre de son salaire.

Première observation : presque un tiers de cette misère frappe des étrangers parmi nous. Il n'y a aucun réconfort à tirer du fait que les demandeurs d'asile homologués, les migrants sans-papiers, les étudiants ou les travailleurs pauvres qui n'ont pas l'honneur d'être français

jouissent, dans une proportion qui excède celle de leur présence sur le territoire, d'un tel privilège de misère. C'est ici le reflet d'une *gouvernance* d'immigration à la fois brutale et impuissante, que ne gouverne aucune politique cohérente mais les humeurs publiques et les arbitraires de l'administration. Selon le train des choses, ses conséquences devraient s'aggraver en 2010.

Deuxième observation : l'accroissement de la fragilité sociale touche très sensiblement les familles à commencer par les monoparentales, puis les jeunes de moins de 25 ans qui, même formés, ne trouvent pas de travail, enfin 2,5 % des *actifs* dont le salaire est si mince, et l'insécurité professionnelle si grande qu'ils n'ont ni domicile stable, ni milieu secourable sur quoi se reposer.

Troisième observation : pour discerner la gravité de la crise - et ce n'est pas de la *crise mondiale* selon les nantis qu'il est question - il faudrait

pouvoir estimer *a contrario* ce que serait la situation de nos compatriotes si, à l'image de mille organisations humanitaires et caritatives comme le Secours Catholique et de millions de foyers, des citoyens particuliers n'exerçaient constamment les vertus de solidarité qui sauvent leurs voisins du désastre. La puissance de ce réseau des familles et du tissu social local est encore impressionnante. Mais comment éviter l'expulsion du logement, la saisie des meubles en cas d'impayés - même si cette population est peu sujette au surendettement ? Comment compenser le manque de proximité des services - écoles, crèches, commerces, médecins, transports - dans des cités excentrées sans enjeu politique ?

La question habituelle : « Que fait l'État ? » ne doit pas prendre ici le tour d'une récrimination. Il s'agit de le voir avec lucidité : les mécanismes de compensation inspirés par notre tradition sociale

ou conquis de haute lutte par les revendications sont encore intacts à l'heure où nous écrivons et il serait injuste de faire procès aux fonctionnaires qui les assument. Se sont même ajoutés récemment des dispositifs comme le RSA - revenu de solidarité active - censés faciliter le retour au travail des exclus. Mais la chose ici patente est que, d'une part, ces mesures « *trop complexes et mal connues* » touchent difficilement les intéressés, et d'autre part, qu'elles sont contredites et annihilées par une politique globale animée - selon l'expression même de l'organisation caritative - d'« *une secrète violence qui fabrique cette pauvreté excluante* ».

Il faut donc en revenir au politique. Ces syndromes de détresses reflètent, à notre échelle de nation favorisée, l'immensité de ceux qui sur toute la planète accablent les victimes de la même désappropriation outrancière des moyens de survie humaine élémentaire. Avec la différence que nous avons encore, quoi qu'en disent les larbins du système, la liberté de rompre avec ses mécanismes délétères.

À l'urgence de la situation correspondent des mesures d'urgence, voire d'exception, pour rendre du travail, des revenus, un logement et une dignité civile intégrale à ce peuple en exil qui vit comme à l'envers du décor fastueux où nos grands se gorgent.

Quand la solidarité a tout fait, il lui reste à forcer la justice.

Luc de GOUSTINE

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERNARD MEYER

SOMMAIRE : p.2 : Forcer la justice - p.4 : Ils tournent en rond - p.4 : C'est pour mieux te privatiser - p.5 : La bataille de l'Atlantique - p.6/7 : Louis-Philippe, un projet novateur - p.8 : Quelle vérité des prix ? - p.9 : Jacques Derrida, une vie - p.10 : De Dunkerque à Tamanrasset - Le réel selon Kuperman - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Le temps de la révolte.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Ils tournent en rond

Le temps passe. Ils tournent en rond. La crise s'aggrave. Ils se complaisent en vaticinations. On ne changera pas les oligarques - il faudra les chasser de la maison.

C'est à peine si l'on s'en souvient : il y eut cette tempête dans le marigot médiatique au sujet du nouveau gouvernement. On vit revenir François Fillon, et les grands commentateurs accompagnèrent avec compunction la sortie de Jean-Louis Borloo, comme si l'homme avait belle pensée, beau projet, parti de masse et foules enthousiasmées prêtes à le porter sur le pavois. Puis on oublia ce ministre de passage, qui ne sera jamais qu'un supplétif dans quelques combinaisons.

C'est à peine si l'on s'en souvient : François Fillon fit une déclaration devant l'Assemblée nationale et l'on s'aperçut dans les hautes sphères journalistiques que cet homme froid comme une lame ne serait pas l'hyper-Premier ministre capable de dompter l'hyper-président. Le chef supposé du gouvernement qui n'a jamais réussi à déterminer et à conduire la politique de la nation a répété le 24 novembre ce que le supposé président avait exposé le mardi 16 à la télévision : « *priorité absolue* » à « *la lutte contre les déficits et la réduction de la dépense publique* » et à la lutte contre le chômage.

Alors que l'Irlande entrait dans une crise gravissime, MM. Fillon et Sarkozy continuaient de diffuser les mêmes imbécillités assorties de promesses sur le chômage qu'ils sont incapables de tenir.

Bien entendu, je n'oublie pas que François Fillon peut devenir un recours pour la droite si le supposé président trébuche ou tombe sur l'affaire des rétro-commissions. Et je ne perds pas de vue le jeune Copé, toujours prêt à bondir pour déchiqueter le roi de la jungle blessé tout en gardant un œil sur son rival Bertrand, bouledogue enchaîné... Oui, il faut filer ces médiocres métaphores pour rendre compte de la désespérante mocheté de ces bisbilles de coupe-jarrets.

Bien sûr, nous examinerons le projet d'aménagement du bouclier fiscal et de l'impôt sur la fortune mais prudence quant aux annonces : nous sommes entrés en campagne électorale et tous les joueurs de pipeau sont de sortie. Ils font semblant de ne pas voir que dans un an la politique de rigueur conjuguée aux mesures identiques prises par nos voisins plongera notre pays dans la récession. Ils font comme si la zone euro allait surmonter, par injections de quelques centaines de milliards, sa crise terminale. Et ils continuent à croire que les Français ont oublié l'injustice de la réforme des retraites et qu'ils seront convaincus par les nouvelles promesses de ceux qui ont tout raté et tout renié.

Ciel ! Au moment d'amorcer avec élégance ma deuxième partie sur les socialistes, je m'aperçois qu'il suffit de recopier le paragraphe qui

précède sur les joueurs de flûte qui croient à la rigueur et à l'euro. Bien entendu, les socialistes annonceront une vraie réforme fiscale, une vraie infirmerie sociale, une rigueur juste comme il eut au temps de Ségolène Royal un ordre juste et autres fariboles par lesquelles ils s'efforceront de masquer leur adhésion à ligne du FMI, de la Banque centrale européenne et de la Commission bruxelloise.

Quand je parle des socialistes, je pense au duo formé depuis belle lurette par Dominique Strauss-Kahn, le muet du sérail oligarchique et par la pétulante Martine Aubry. Tandis que l'Irlande humiliée par le FMI et la BCE se préparait à la grande manifestation du 27 novembre, la strausskanie multipliait les opérations de propagande et l'on entendit même que Ségolène Royal avait rejoint le duo - ce qu'elle s'empressa de démentir.

Nous aimerions croire les amis qui nous disent que DSK n'ira pas à la baille parce qu'il a peur des coups. Mais ses hommes de main et de paille nous semblent ces temps-ci bien arrogants. Mieux vaut prévenir que guérir ! Sus donc, sus à l'étrangleur de Washington - à l'étrangleur des Lettons, des Grecs, des Irlandais, des Portugais... Sus à ses complices de Francfort, de Berlin et de Paris.

Dominique à l'Élysée, Martine à Matignon - ou vice versa : un ticket à l'américaine nous menace. Il faut le déchirer.

Annette DELRANCK

L'écho des blogs

« Je crois que la machine est devenue si folle qu'il en devient plus important d'observer les réactions du corps social dans chaque pays, car ce sont elles qui conditionneront les politiques de l'après ». Ce commentaire lu sur le blog de Paul Jorion (1) résume la nouvelle situation dans laquelle nous entrons. L'édifice politique construit sur l'idéologie ultra-libérale commence à craquer de partout en Europe et ce sont les mouvements sociaux qui, en France, en Grèce, en Grande-Bretagne, en Espagne, au Portugal, en Irlande, en Hongrie, en Lettonie, deviennent les acteurs centraux de l'affrontement maintenant engagé par les peuples contre l'oligarchie.

Frédéric Lordon dans un article publié dans *Le Monde Diplomatique* et repris sur le blog de Marianne (2) formule lui aussi l'exigence présente « Cette situation de dépendance extrême aux marchés de capitaux, d'asservissement des politiques publiques aux exigences du groupe des créanciers internationaux, et pour finir d'aliénation des souverainetés démocratiques a assez duré. Et que c'est à cela qu'il est temps de s'en prendre ». Alors que penser des propos du candidat socialiste Dominique Strauss-Kahn, auto-désigné par la garde journalistique de l'oligarchie « le meilleur candidat contre Sarkozy », publiés par le journal *La Tribune* et résumés ainsi par l'hebdomadaire ? (3) « Le directeur général du FMI a lancé vendredi plusieurs propositions choc pour relancer la zone euro et l'Union européenne. Dominique Strauss-Kahn propose notamment l'instauration d'une TVA européenne et la mise en place d'une autorité budgétaire centralisée. Il plaide pour un transfert de pouvoirs des États-membres vers la Commission. »

Le Président du FMI est en campagne pour 2012 alors qu'il est devenu une des principales cibles conspuées par les manifestants d'Athènes, de Dublin, de Lisbonne, de partout. Les Français sauront écarter cet aventurier si par hasard le PS le plébiscitait !

François ENNAT

■ (1) <http://www.pauljorion.com/blog/?p=18689>

■ (2) http://www.marianne2.fr/Europe-la-crise-n-a-peut-etre-pas-dit-son-dernier-mot-1-2_a199821.html

■ (3) <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20101119trib000574546/le-plaidoyer-choc-de-dsk-pour-plus-d-europe-et-une-tva-commune.html>

C'est pour mieux te privatiser, mon enfant

La boulimie prétendument réformatrice de nos gouvernants peut bien poursuivre une fin unique et viser à imposer - à un pays qui le rejette par tous ses pores - le traitement de cheval de l'idéologie ultra-libérale, elle n'en a pas moins recours pour y parvenir à des méthodes qui peuvent différer.

Ainsi du contraste frappant entre la violence délibérée et la volonté d'affrontement dans le dossier des retraites et le silence dans lequel s'opère la tranquille privatisation du service public hospitalier, qui prouve au moins qu'on aurait tort de sous-estimer l'habileté tactique de ces hardis réformateurs, ni négliger les complicités dont ils bénéficient.

Des débats trompeurs

Les débats qui occupent le devant de la scène du secteur hospitalier portent tantôt sur les mérites respectifs du nouveau système de financement des hôpitaux par une tarification à l'activité par rapport à l'ancien système de dotation globale, tantôt sur l'organisation interne des hôpitaux (leur *gouvernance*) et les subtils équilibres internes que la loi Bachelot de 2009 a eu pour ambition d'établir. Ces débats peuvent éventuellement servir à la délectation des technocrates ou donner matière à se déployer aux diverses formes de corporatismes qui peuplent l'institution : ils oblitérent très sûrement l'essentiel, qui réside d'abord dans la vigoureuse reprise en mains du secteur hospitalier public, dans un contexte de disparition-dilution du service public hospitalier propre à en assurer plus facilement, à moyen terme, la privatisation.

La reprise en mains est en marche. Elle consiste d'abord dans la suspicion généralisée, proche de l'humiliation, témoignée pour le corps des directeurs d'hôpital public, sans doute jugés coupables d'être, par formation, par choix et par conviction, consubstantiellement incapables de sacrifier à l'autel de la réforme voulue par le prétendu président pour l'hôpital : plus de concurrence, plus de méthodes du privé, plus de productivité, plus de performance...

Ils ont déjà dû à cette indignité indélébile de perdre l'École nationale de la santé publique, qui a formé les générations d'administrateurs des hôpitaux qui ont contribué à la construction et au développement du système hospitalier qui est un des fleurons de notre pays. École qui a été remplacée par une anonyme École des hautes études en santé publique. On y rajoute dès aujourd'hui leur mise à l'écart des postes les plus prestigieux, au bénéfice de *managers* issus du privé qui sauront, eux, enfin, gérer ces institutions comme de véritables entreprises.

Une conversion inutile

On notera au passage que la conversion pourtant ancienne de certains directeurs d'hôpital à la doxa de l'hôpital-entreprise, aux temps déjà lointains de la fin des années

quatre-vingt où Claude Évin, aujourd'hui directeur général de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France, était ministre de la Santé, ne leur aura pas épargné cette déconvenue, tant il est vrai que l'original est toujours plus recherché que la copie.

Le **patron unique**, ce Sarkozy au petit pied voulu pour l'hôpital par le prétendu président, est donc une catégorie bien distincte de l'administrateur de santé publique : c'est un *manager* rompu au *cost-killing* qui saura réduire le champ de l'activité de son établissement au strict *cœur de métier*, après l'avoir libéré de sa mauvaise graisse. Désormais bien cornaqué par le directeur de l'agence régionale de santé qui est son seul patron, destinataire directement des orientations données par lui, nommé par lui et évalué par lui, il devrait s'acquitter correctement de sa mission et répondre aux attentes placées en lui.

Disparition-dilution

La disparition-dilution du service public hospitalier, construction préfigurée dans les ordonnances Debré de 1958 et concrétisée par la grande loi hospitalière de 1970, est un autre aspect marquant de la loi Bachelot : en redéfinissant les missions du service public d'une façon large, en donnant aux clini-

ques privées la faculté de les exercer (et par là même en assurant directement le financement public d'activités commerciales), elle a fait de la notion même de service public une notion si peu discriminante qu'elle ne constitue plus désormais la frontière jusqu'à laquelle clairement établie suivant laquelle pouvaient se mettre en œuvre les politiques publiques volontaristes.

Une victoire des cliniques privées

Plus qu'il n'y paraît, il s'agit là d'une nouvelle victoire significative et peut-être décisive, dans la bataille que mènent les cliniques privées depuis des décennies contre le principe même de la légitimité d'un service public hospitalier. Victoire qui les conduit désormais à revendiquer, en toute bonne foi apparente, les mêmes financements que le secteur public. Déjà le principe d'une convergence tarifaire entre les deux secteurs leur a été accordé, premier pas dans une assimilation qui appellera bientôt d'autres remises en cause, sur la nature desquelles il ne faut pas s'étonner.

Voici par exemple ce que donne à lire le rapport de l'Institut Montaigne, l'officine patronale créée par AXA, dans une note de mai 2010 intitulée « *sauver l'assurance maladie universelle* » : « *un approfondissement de la réflexion sur la gouvernance des hôpitaux doit être conduit, afin d'ouvrir la voie à un assouplissement des modes de gestion, en simplifiant notamment les modalités de changement de statut (...), ce qui leur conférerait notamment davantage de souplesse en matière de gestion des ressources humaines (...). Elle permettrait également de lancer un appel d'offres auprès d'acteurs privés pour la gestion de l'ensemble des établissements de santé d'un territoire donné* ».

Suivez mon regard.

Benoît DOLLE

La bataille de l'Atlantique

Un bouleversement stratégique est passé inaperçu : une défense antimissile américaine couvrant le territoire européen.

Les sommets où prétendument il ne s'est rien passé sont les plus dangereux de l'Histoire. Ainsi en va-t-il de l'inodore et insipide sommet de l'Otan à Lisbonne les 19 et 20 novembre derniers. Aucun affrontement. Tout était lissé. Consensus parfait. Qu'est-ce que cela recouvre ? Abrité derrière la *transition* prolongée en Afghanistan et bien caché dans les replis du concept stratégique élaboré sous l'égide de l'ancienne secrétaire d'État de Clinton, Madeleine Albright, en réalité Lisbonne a entériné le programme américain de défense antimissile pour l'Europe.

La France avait fait de la résistance avec succès lors des deux précédents sommets de Bucarest et de Strasbourg-Kehl. Le président Obama avait même reculé en renonçant à installer deux sites en Pologne et en Tchéquie. Mais c'était pour mieux sauter : très intelligemment les Américains ont fait droit aux objections françaises. La menace exo-atmosphérique, reminiscence de la guerre des étoiles de Reagan, demeure sujette exclusivement à la dissuasion. Modestement, la défense antimissile dont il s'agit ne vise que les engins à courte ou moyenne portée, les successeurs des Scud que l'on voit proliférer un peu partout et qui jusqu'à présent étaient contrés par les Patriot. Dans les années qui viennent, les États-Unis vont donc procéder à la mise en place d'une nouvelle génération d'engins puis à une modernisation ultérieure à l'é-

chéance 2020. Il est nécessaire - chacun en convient des deux côtés de l'Atlantique - de parer à des menaces qui se situeraient en deçà du déclenchement du feu nucléaire, par exemple des tirs d'intimidation voire à un chantage.

Mais de la réponse circonstancielle aux soucis français, les stratégies du Pentagone en ont profité pour élargir la perspective. Modestes, ils reconnaissent ne couvrir ainsi qu'une mince partie de la menace - ce que les Allemands persistent à ne pas vouloir voir -, mais une partie qui est clairement régionalisée. L'Amérique n'est pas menacée par des tirs à courte ou moyenne portée sauf si - analogie avec le 11 septembre - la source est mobile ; en revanche ses forces déployées, elles, le sont directement. D'où l'installation de ces systèmes qui est, elle, bien avancée en Extrême-Orient et dans le Golfe. C'est facile : du clés-en-mains avec financements locaux (Japon, Émirats).

Ce modèle est-il extensible au continent européen ? Le principe en est acquis depuis Lisbonne. Américains et Européens sont tombés d'accord pour reconnaître que c'était typiquement une mission de l'Otan. C'était même sa raison d'être. Cela permet de recentrer l'Alliance sur sa géographie initiale et sur la solidarité de ses membres. Mais la relation euro-américaine, dite atlantique, ne se situe pas dans le même registre, du moins le croyaient-ils ceux qui ont voulu rejoindre l'organisation militaire intégrée et même ceux qui en doutaient comme

le nouveau ministre de la Défense, M. Juppé.

Concrètement, il y a d'un côté l'aspect budgétaire. Pour la France, qui est le seul pays européen, grâce à sa force de dissuasion, à posséder une compétence industrielle dans le domaine des radars et des missiles, et qui développe son propre système d'alerte, il s'agit d'un milliard d'euros sur dix ans. À ce rythme, qui n'est même pas assuré, les Américains auront toujours plusieurs années d'avance.

De l'autre côté, il y a l'aspect commandement. La riposte est contrainte dans le temps. On peut certes décider en commun à l'avance de règles d'engagement mais le doigt qui pressera le bouton sera toujours américain. Et il aura intérêt à presser d'autant plus tôt, avant que le missile ennemi ne gagne l'Atlantique (depuis la Méditerranée ?). Nouveau mur de l'Atlantique (à moins que ce ne soit une ligne Maginot), la défense antimissile de l'Otan à échéance 2020 est déjà dépassée par les progrès accomplis notamment par l'Iran en matière de missiles intercontinentaux. Elle n'est pas inutile pour braver les proliférations à venir ou déjà en cours, mais à ce niveau modeste, elle n'est pas hors de portée de nos moyens même contraints.

Comme pour la force de dissuasion nationale, dont finalement l'Otan avait reconnu l'utilité, nous ne devons pas renoncer à une capacité autonome de défense antimissile - radars et intercepteurs - dont nous avons l'expertise.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ROUMANIE** – Selon une tradition rétablie par le roi Michel en 1997, le corps diplomatique accrédité à Bucarest a été officiellement reçu au Palais Elisabeth résidence de la Famille royale. En l'absence du roi en déplacement à Savarsin, c'est sa fille aînée la princesse Margarita qui a reçu les vœux du Nonce apostolique, doyen du corps diplomatique. La princesse, après avoir lu un message du roi, a souligné que les membres de la famille royale avaient en 2010 continué à représenter activement la Roumanie à l'étranger en y effectuant quatorze voyages officiels.

♦ **SERBIE** – Le prince héritier Alexandre II a assisté à Belgrade à l'ouverture de l'exposition *La culture Rom en Serbie* où son épouse la princesse Katherine a été honorée d'un diplôme spécial en raison de sa contribution à la préservation et au développement de la culture des Roms. Dans son discours de remerciement la princesse a déclaré : « *La Serbie construit une société prospère, multiethnique et multiculturelle. Cette exposition montre la précieuse contribution que le peuple Rom peut apporter à notre pays pour la construction d'une telle société. Nous pouvons bâtir un pays fort et prospère si nous continuons à soutenir et à promouvoir des valeurs qui sont importantes pour tous nos concitoyens* ».

♦ **GRANDE BRETAGNE** – Le palais de Buckingham a annoncé officiellement le prochain mariage, en avril, du prince William avec Kate Middleton. Le prince, âgé de 28 ans, est deuxième dans la ligne d'accession au trône après son père, le prince Charles (62 ans). Succession qui n'est pas encore à l'ordre du jour puisque la reine Elizabeth II, qui a fêté cette année ses quatre-vingt-quatre printemps, tient toujours fermement les rênes.

♦ **ARABIE SÉOUDITE** – Le roi Abdallah vient d'être opéré avec succès d'une hernie discale aux États-Unis. Mais son âge, 86 ans, et la santé du prince héritier Sultan ben Abdel Aziz, également octogénaire mettent en avant la question de la succession en Arabie séoudite, même si il n'y a pas à craindre une vacance de pouvoir. Depuis la mort, en 1953, du fondateur du royaume, le roi Abdel Aziz ibn Séoud, cinq de ses fils se sont succédé à la tête du pays. La transition s'est toujours passée en douceur, sauf en 1964, lorsque le roi Saoud a été forcé d'abdiquer au profit de son frère et prince héritier, Fayçal. En 2007 le roi Abdallah a formé un Comité d'allégeance composé de 35 princes de la dynastie chargé de gérer les affaires de succession. « *La famille royale unifie toujours ses rangs pour décider très rapidement ce qui doit être fait en cas de décès du souverain* » affirme Christopher Boucek de la fondation Carnegie.

♦ **THAÏLANDE** – Pour la première fois depuis son hospitalisation en septembre 2009 le roi Bhumibol Adulyadej, âgé de 82 ans, est sorti pour inaugurer deux ponts suspendus construits sur le Chao Phraya ainsi qu'une barrière anti-inondation. Il était accompagné de sa fille la princesse Maha Chakri Sirindhorn. La presse de Bangkok a abondamment commenté cet événement marquant une nette amélioration de la santé du roi qui est immensément populaire auprès de la population.

Un projet novateur

De livre en livre, Arnaud Teyssier écrit l'histoire de notre constitution administrative, de nos institutions politiques et de ceux qui ont eu le sens de l'État. Caricaturé, honni comme « roi bourgeois », méprisé pour son échec, Louis-Philippe mérite de prendre place parmi les grands serviteurs de la *res publica*, par son engagement patriotique (Jemmapes, Valmy), par sa fidélité à la Révolution de 1789 et par la force de son projet, à la fois novateur et inscrit dans la tradition capétienne.

■ **Royaliste : Votre nouvel ouvrage s'inscrit dans un vaste projet...**

Arnaud Teyssier : De livre en livre, j'essaie d'expliquer l'histoire singulière de notre pays, ce long apprentissage de la démocratie à travers une succession de régimes. Nous avons mis 150 ans à atteindre une certaine maturité politique et constitutionnelle avec la V^e République. Mais les aléas que vous connaissez montrent que nos institutions ne sont pas encore stabilisées et que notre maturité démocratique n'est pas atteinte. Nous sommes le seul grand pays démocratique à donner ainsi l'exemple d'une recherche constante mais jamais aboutie d'un régime politique équilibré. Il y a là une énigme, à laquelle nous ne songeons pas assez.

■ **Royaliste : Et pourtant, la France et son État continuent d'exister !**

Arnaud Teyssier : Oui, grâce à notre constitution administrative, dont les origines sont anciennes mais qui a été largement façonnée par le Consulat et l'Empire et qui a

été la masse de granit sur laquelle notre expérience démocratique a pu se poursuivre.

■ **Royaliste : Dans cette perspective, il peut paraître étrange de s'intéresser à Louis-Philippe...**

Arnaud Teyssier : Il est vrai que l'image de Louis-Philippe est très abîmée et son expérience est considérée comme un échec. Vous n'ignorez pas les haines dont ce roi fut l'objet : haine des légitimistes qui reprochent à Louis-Philippe d'être le fils de Philippe-Égalité et qui porte le *péché* de 1830. Le jugement violent et injuste de Chateaubriand est d'autant plus terrible qu'il est prononcé avec son immense talent. Il y a aussi une tradition romantique et révolutionnaire qui reproche au roi des Français d'avoir trahi les engagements de 1830. Il y a surtout la réprobation du *roi bourgeois* qui vient de la droite et de la gauche et qui est associée aux terribles caricatures de Daumier. Enfin, le roi a été victime des historiens libéraux, qui préférèrent mettre l'accent sur le libéralisme sous la Restauration et qui ne ju-

gent pas Louis-Philippe sous un jour très favorable.

■ **Royaliste : Avez-vous tenté une réhabilitation ?**

Arnaud Teyssier : Ce n'était pas mon intention ! J'ai simplement fait une recherche, j'ai travaillé sur des archives venant du proche entourage du roi et qui n'avait pas été exploitées, ainsi que sur les archives de la Maison de France. Somme toute, j'ai donné la parole à Louis-Philippe : apparaît un homme doté d'une réelle cohérence intellectuelle et d'une solide culture politique, qui est par ailleurs un homme sincère - ce qui dément sa réputation de manœuvrier dans la conquête et dans l'exercice du pouvoir. J'ai par ailleurs voulu dissocier Louis-Philippe de l'historiographie libérale et je conteste le fait qu'il ait été *orléaniste* au sens où l'on définissait cette tendance à l'époque de René Rémond.

■ **Royaliste : Comment caractériser le personnage ?**

Arnaud Teyssier : Né en 1773 à la fin du règne de Louis XV il a été le témoin du déclenchement de la Révolu-

tion française, il a fréquenté le club des Jacobins avant qu'il ne devienne un club terroriste, il a combattu à Valmy et à Jemmapes puis a connu un long exil au cours duquel il a toujours refusé de combattre dans les rangs de ce qu'il appelait *l'émigration*. Rien dans les archives de l'époque ne permet d'accréditer l'idée d'un calculateur cherchant à prendre le pouvoir. Louis-Philippe est un homme qui est ouvert aux idées libérales mais il lisait aussi toutes les grandes œuvres politiques et toute la littérature politique de la Révolution. Mais certains intellectuels de l'époque, comme Mallet du Pan, l'ont très vite présenté comme un recours, un nouveau Guillaume d'Orange qui installerait le régime parlementaire. Je cite aussi un texte de Rivarol qui, au rebours des contre-révolutionnaires, conseille à Louis XVI d'anticiper les événements, de sauver le principe de l'autorité monarchique mais de ne pas refuser les aménagements nécessaires d'un régime qui prendrait désormais appui sur le peuple. Louis-Philippe est très proche de cette analyse.

■ **Royaliste : Quel est l'état d'esprit de Louis-Philippe lorsqu'il arrive aux affaires ?**

Arnaud Teyssier : en 1830, l'homme qui arrive sur le trône est un Bourbon marié à une Bourbon (on l'oublie trop souvent), il a une famille qui lui permet d'installer une dynastie qui va durer. Il est porté

par un vaste courant politique qui est depuis longtemps persuadé que Louis-Philippe représente une alternative et qu'il fera en France ce qu'on fait les Anglais. Mais le nouveau roi était aussi un homme inquiet, qui voit les immenses difficultés de sa tâche, qui pense que la France est toujours au bord de l'abîme, que les deux France ne sont pas encore réconciliées, que le système parlementaire n'est pas encore bien installé...

Je crois que le maître mot du règne de Louis-Philippe est celui de la réparation. Il est très significatif qu'il ait voulu sauver le château de Versailles, qui était laissé à l'abandon. Louis-Philippe est un homme habité par l'idée qu'il faut réparer un pays à moitié détruit dans sa société et ses institutions. Il dispose pour cela d'instruments solides - le Code Civil en est un - mais il est conscient de la fragilité politique de l'ensemble français.

Royaliste : Comment analysez-vous ces dix-huit années de règne ?

Arnaud Teyssier : La vie politique est d'une grande complexité. Il n'y a jamais de majorité claire à l'Assemblée mais il y a une grande stabilité à partir de 1840 quand Guizot devient l'homme fort du ministère. Demeure cependant l'impression de confusion : les tendances politiques sont éparpillées et le roi cherche à tirer avantage des contradictions des uns et des autres dans le climat de l'antiparlementarisme naissant... qui coïncide avec la naissance du parlementarisme.

Cela dit, je n'ai pas voulu m'en tenir à ce constat. En étudiant les archives, j'ai tenté de découvrir le projet politique du souverain. Ainsi, je ne pense pas que Louis-Philippe ait voulu reproduire le modèle parlementaire à l'anglaise, contrairement à ce que les libéraux ont cru ou fait semblant de croire. Guglielmo Ferrero écrit qu'il y a eu un système politique presque caché, par lequel Louis-Philippe a voulu restaurer une légitimité, afin de donner à la France des fondements politiques solides. Le terme de système est sans doute trop fort et je suis plus prudent que

Ferrero mais il y a chez Louis-Philippe un projet politique cohérent inscrit dans une vision de l'histoire et appuyé sur une légitimité.

Cette légitimité n'est pas celle que conçoivent les légitimistes : c'est un pouvoir admis et qui gouverne. Ce mode de gouvernement place le roi au cœur des institutions : les ministres sont responsables devant le roi, qui utilise souvent le droit de dissolution, ce qui lui permet de garder la maîtrise du calendrier et de ne pas dépendre des députés. Avec des variantes, Louis-Philippe est le maître du jeu et c'est en ce sens qu'il annonce ce que voudra être l'équilibre des institutions de la V^e République dans ses premières années : principe unitaire, exécutif fort, libertés parlementaires et libertés publiques.

■ Royaliste : Quelles sont les références de Louis-Philippe ?

Arnaud Teyssier : Il est fidèle à 1789, à la révolution de 1830 et à l'histoire de l'ancienne monarchie. J'en veux pour preuve l'hostilité que lui a manifestée une certaine tradition libérale, telle que l'exprime plus particulièrement Tocqueville, qui est presque aussi violent que Chateaubriand. Tocqueville lui reproche de ne pas respecter les règles du jeu parlementaire mais il lui reproche surtout d'incarner une tradition centralisatrice qui vient de l'ancienne monarchie et qui a été amplifiée par la Révolution.

N'oublions pas non plus que le roi a été victime d'une dizaine d'attentats : pour une part, ils s'expliquent par le fait que Louis-Philippe exprimait un projet ambigu qui ne répondait ni aux espoirs des révolutionnaires de l'époque, ni aux attentes des légitimistes.

Quant au projet royal, il faut souligner qu'il s'appuie sur la constitution administrative napoléonienne léguée par l'Empire à la Restauration qui l'avait conservée - alors que beaucoup voulaient revenir à une société juridiquement et socialement plus morcelée. Louis-Philippe avait compris qu'il pouvait bâtir sur ce socle administratif une monarchie mi-parlementaire, mi-tradi-



tionnelle avec un pouvoir royal bien affirmé et il a consciemment assumé la tradition centralisatrice de la France. J'y vois là encore une anticipation de ce qui fut une des forces de la V^e République lorsqu'il y eut un accord entre la Constitution politique et la constitution administrative de la France.

■ Royaliste : Pourquoi Louis-Philippe a-t-il échoué ?

Arnaud Teyssier : On a dit après coup que la révolution de 1848 était inéluctable - Tocqueville notamment. En réalité, Louis-Philippe ne s'y attendait pas et beaucoup de gens ont été surpris. Au contraire, Victor Hugo, qui a apprécié et défendu Louis-Philippe avec constance, voit en temps réel que la situation politique est en train de se dégrader et qu'un décalage se produit entre la société française et le régime.

Quant aux causes de l'échec du règne, Ernest Renan voit juste lorsqu'il écrit que Louis-Philippe a dû porter l'héritage de gloire de l'Empire et son rêve de puissance alors que le roi voulait mener une politique de paix : celle-ci paraissait fade et menée en 1848 par un homme vieillissant. Louis-Philippe et Guizot n'ont pas

compris la nécessité d'élargir le suffrage et d'amener de nouvelles élites sociales à exercer des responsabilités électorales et politiques. Le roi n'a pas vu non plus l'urgence de la question sociale, qui a donné toute son ampleur à la révolution de 1848.

Il est intéressant de remarquer que le projet politique du général de Gaulle a lui aussi buté sur une grande révolte sociale - qui n'a pas pris le tour tragique d'une révolution politique. La révolution de 1848 a pendant plus d'un siècle empêché de refonder des institutions politiques solides : elle se termine par le coup d'État du 2 Décembre et par un Second Empire qui s'appuie sur le suffrage universel. Le mauvais souvenir du bonapartisme plébiscitaire hantera les hommes de la III^e et de la IV^e République et interdira toute solution institutionnelle jusqu'à ce que le général de Gaulle retrouve le projet politique novateur de Louis-Philippe.

**Propos recueillis par
B. La Richardais**

Arnaud Teyssier - « *Louis-Philippe - Le dernier roi des Français* », Perrin, prix franco : 23 €. 

Quelle vérité des prix ?

La fameuse « loi de l'offre et de la demande » ne résiste pas aux observations faites en compagnie des pêcheurs de Bretagne et d'Afrique puis sur les marchés financiers – ni à la lecture d'Aristote...

Ce qui fait la force et la saveur du livre de Paul Jorion (1) c'est que l'auteur, devenu célèbre pour avoir annoncé la catastrophe financière de 2008 (2), est un expert au sens premier : un homme qui a une expérience directe de ce qui se passe sur les marchés, dans la vie de tous les jours et non sur *Le Marché* tel que le présentent les idéologues de l'économie. Expérience d'autant plus instructive que Paul Jorion analyse l'économie et la finance du point de vue de l'anthropologie, ce qui permet de voir les choses dans leur humanité - et non sous le seul angle des mécanismes réels ou supposés de l'économie. Encore faut-il que la réalité vécue et décrite soit éclairée par une théorie sensée, afin d'éviter le double piège de l'empirisme et de l'idéologie.

Retour aux économistes classiques (qu'on appelle libéraux) ou à Karl Marx ? Leurs œuvres sont examinées de près mais c'est chez le vieil et toujours jeune Aristote que Paul Jorion trouve l'énoncé valide de la théorie de la formation des prix. Étrange tout de même ! Aristote, indépassable maître de logique et père de la métaphysique, fondateur de la pensée politique, a peu écrit sur l'économie et semble à tous égards dépassé à l'âge de l'ordinateur, d'Internet et des spéculations

inouïes. Plus précisément, peut-on tirer un enseignement d'un philosophe qui vécut, bien avant le Christ, dans une société fortement structurée et où les relations économiques et sociales étaient beaucoup plus simples que les nôtres ?

Il faut accepter que l'intelligibilité de nos temps très modernes puisse tenir fondamentalement à des idées anciennes. De fait, Paul Jorion nous permet de découvrir dans l'œuvre aristotélicienne une logique qui avait été rejetée par les économistes classiques acharnés à mettre en scène un individu voué à la défense de ses seuls intérêts et désireux de maximiser ses gains. Là-dessus, on a plaqué une « loi de l'offre et de la demande » tellement impressionnante que pêcheurs et commerçants l'invoquent alors que leur pratique quotidienne en est le flagrant démenti. Comment cela ?

Le principe de la théorie aristotélicienne des prix est simple : le prix est un rapport de force entre des groupes sociaux agissant au sein d'une même structure. Le philosophe s'appuie sur la conception euclidienne de l'analogie, définie comme *proportion*. Pour que l'analogie soit valide, il faut que le moyen terme soit juste : « ...la justice implique au moins quatre termes, à

savoir, deux personnes pour qui il est juste et deux parts qui sont justes »... Ainsi débute, dans l'*Éthique à Nicomaque*, une réflexion capitale, qui conduit à définir la justice distributive, d'ordre politique, et la justice corrective qui préside aux transactions privées. Le prix des choses résulte des rapports entre les personnes relevant de différents statuts. « Pour Aristote, écrit Paul Jorion, ce qui compte dans la détermination du prix, ce n'est pas la qualité de l'objet qui passe du vendeur à l'acheteur mais les qualités respectives de l'acheteur et du vendeur eux-mêmes » - ceci sans oublier que, dans la Grèce antique, les prix sont souvent fixés par la Cité et par négociations entre États.

Il faut suivre Paul Jorion dans sa lecture d'Aristote et de Thomas d'Aquin et dans sa critique des économistes modernes (Adam Smith, Ricardo, Marx...) au fil de pages où la théorie de la valeur est passée au fil de la critique de même que l'utilitarisme et ce marginalisme que les étudiants ont tant de mal à comprendre. Chemin faisant, la « loi de l'offre et de la demande » est pulvérisée : « Le prix, écrit Paul Jorion, est un phénomène de bord qui apparaît à la frontière où les acheteurs et les vendeurs se rencontrent. L'« offre » et la « demande » ne se rencon-

trent pas, car elles ne sont pas animées : elles ne sont que des constructions conceptuelles, lesquelles, au contraire d'acheteurs et de vendeurs, ne peuvent se rencontrer effectivement ».

Pour comprendre comment les prix s'établissent pratiquement, il faut aller à la rencontre de ceux qui font commerce de quelque marchandise : les pêcheurs bretons de l'île d'Houat, étudiés naguère par Paul Jorion (3), ceux du Croisic, de Lorient et du Bénin. Nous voici transportés dans notre monde, réputé individualiste et utilitaire, sur les ports qui sentent la sardine et le long des plages africaines à l'heure où les hommes remontent les filets remplis de poissons. A bien observer pêcheurs et mareyeurs, on vérifie partout que ce n'est pas la proportion des marchandises offertes par rapport aux marchandises demandées qui détermine le prix du poisson, mais « la proportion des vendeurs par rapport aux acheteurs ».

Les vérités sur le prix ne concerneraient-elles que les secteurs archaïques de l'artisanat et de la petite industrie ? Erreur ! Dans les enfers hypermodernes des casinos de la haute finance, où s'échangent des produits d'une folle complexité, les prix se forment (de différentes manières) selon les rapports de force entre les personnes, les groupes de personnes et les institutions. Toute économie est politique - inscrite dans l'ensemble civique, dans la *philia* (amitié) aristotélicienne.

Sylvie FERNOY

📖 (1) Paul Jorion - « *Le prix* », Éditions du Croquant, 2010, prix franco : 24 €. ➡ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Paul Jorion - « *Vers la crise du capitalisme américain ?* », La Découverte, 2007 (épuisé). Nouvelle édition sous le titre « *La crise du capitalisme américain* », Éditions du Croquant, 2009, prix franco : 22 €. ➡ [Achat immédiat](#)

(3) cf. *Les pêcheurs d'Houat*, Hermann, 1983.

Jacques Derrida, une vie

Ecrire la biographie d'un philosophe constitue toujours une gageure, dès lors que l'œuvre est étroitement mêlée à l'existence de l'intéressé. Il est difficile de se prémunir de la tentation de l'essai synthétique sur la genèse d'une pensée, et en même temps il n'est guère possible de se priver de ce qui fait le projet le plus déterminant de celui qu'on essaie de comprendre le plus explicitement possible. L'affaire se complique encore, lorsque le penseur a joué un rôle considérable pour faire bouger les lignes de son temps, qu'il a soulevé les passions, provoqué des polémiques sans fin. Le biographe se trouve alors aux prises avec un énorme dossier et pour peu qu'il ait l'ambition de la précision extrême de ses homologues américains, il risque le trop plein jusqu'à l'indigestion. Je ne dis pas cela en préalable pour disqualifier le travail considérable accompli par Benoît Peeters sur Jacques Derrida. Au contraire, il s'agit d'en souligner la performance et l'intérêt documentaire évident, tout en mettant en garde contre certaines illusions. On ne retrouvera pas dans ce gros ouvrage un exposé complet de la pensée du philosophe dit de la déconstruction, même si l'on assiste à l'élaboration de tous ses livres. De plus, en dépit du rappel très explicite de l'accueil et des oppositions suscitées par un personnage intempestif, il n'est guère possible au terme d'une lecture très dense, de marquer l'importance de Derrida dans l'histoire des idées, ne serait-ce qu'en posant la fameuse question de l'avant et de l'après.

L'exceptionnelle intelligence de l'homme, la virtuosité de l'écrivain ne font pas de doute. Un Paul Ricœur n'avouait-il pas à celui qu'il avait bien connu – il avait été son assistant en Sorbonne – « *J'ai du talent, vous avez du génie.* » Un Levinas n'a jamais caché son estime et sa proximité. Pourtant, alors même qu'il compare l'importance de la déconstruction à celle du kantisme, il ne peut s'empêcher d'évoquer une véritable dévastation, comparable à l'exil de 1940, pour signifier l'état désolé d'un monde, où « *rien n'est plus habitable pour la pensée* ». Ce qui rejoint, bon gré mal gré, les charges assez redoutables d'un Luc Ferry ou d'un Marcel Gauchet dans les années quatre-vingt, au moment où le climat est en train de tourner en France et où une certaine radicalité trouve son terrain d'élection sur les campus américains. D'ailleurs on peut se demander si Derrida ne sera pas lui-même entraîné dans une logique de radicalisa-

tion à la suite de ses disciples d'outre-Atlantique et notamment les féministes qui se sont emparées de la *french theory*.

Car *homme de gauche* il n'a jamais participé aux illusions du socialisme réel. Juif pied-noir, il s'est trouvé sur une position assez proche de celle d'Albert Camus à propos de la question algérienne. Son compagnonnage avec Althusser, sa participation à une revue d'inspiration communiste ne doivent pas égarer sur ses opinions politiques, alors même qu'à la rue d'Ulm il se trouve au centre d'une révolution culturelle fantasmée. Ses engagements les plus *subversifs* viendraient plutôt à la fin. Répondant au questionnaire de Proust, il assurera en 1992 que la réforme qu'il admire le plus est « *ce qui touche à la différence sexuelle* ». Ce qui explique son opposition frontale à Sylviane Agacinski, lorsque son ancienne compagne, très critique à l'égard d'un certain beauvoirisme sera taxée par lui de *biologisme et de conservatisme*.

par Gérard Leclerc



Mais en même temps, n'y a-t-il pas chez le dernier Derrida un tournant réel qui lui permet d'aborder une thématique à la frontière de l'éthique et du religieux, notamment à propos du paradoxe de l'hospitalité qu'il définit comme inconditionnelle dans un horizon qui défie même le possible. N'est-ce pas aussi dans la ligne du lecteur d'Heidegger et de sa *lettre* fameuse sur *l'humanisme*, celle qui le poussait à penser l'humain hors de lui-même ? Ce qui était dans la norme d'une mise en cause radicale de la métaphysique, non pas sur le mode de la destruction mais d'une ouverture incessante. La question religieuse qu'il a abordée de front avec Gianni Vattimo est de celle qui oblige le penseur à se rapporter à sa propre biographie, ce qu'il n'a d'ailleurs jamais refusé d'envisager puisque pour lui l'engagement du philosophe, dans la ligne de Nietzsche ne se sépare jamais de sa destinée personnelle.

C'est donc Derrida qui justifie le travail de Benoît Peeters, qui sans doute n'a pu échapper à l'idée d'un secret qui expliquerait un destin et la poursuite d'une œuvre. Et c'est pourquoi nous le suivons avec un bonheur mêlé d'appréhension dans ses recherches sur l'histoire personnelle de celui qui commença par s'appeler Jackie, Jacques correspondant à un choix explicite au moment de l'indépendance algérienne. Nous découvrons alors la complexité et la fragilité de ce garçon d'El Biar dont une des plus graves blessures intimes tient à son exclusion de son lycée pendant la guerre, à cause de la politique antisémite de Vichy. Cette origine juive, justement apparaît problématique pour celui qui s'est éloigné de la pratique religieuse de sa famille sans jamais renier cette appartenance : « *Si je regrette tant de ne pas connaître le Talmud, par exemple, c'est peut-être qu'il me connaît lui, qu'il s'y connaît en moi.* » Le fil biographique est noué irrédutiblement au fil intellectuel, d'autant qu'à l'origine de l'essor d'une pensée il y a l'intense secret d'un garçon hanté par une inquiétude assez augustinienne.

■
Benoît Peeters - « *Derrida* », Grandes biographies, Flammarion, prix franco : 28 €.

Achat immédiat

De Dunkerque à Tamanrasset

L'universitaire Pierre Vermeren s'était fait connaître il y a quelques années par un plaisant ouvrage à succès, *Le Maroc en transition* ⁽¹⁾, dans lequel il narrait ses souvenirs de coopérant dans cet agréable pays.

Il a été cette fois sollicité pour rédiger dans la collection *Idées reçues* un opuscule érudit sur le Maghreb tout entier (en langue arabe, Maghreb est le nom du Maroc alors qu'il désigne en français l'ensemble auquel se rattachent également la Tunisie et l'Algérie). (2)

Le premier paradoxe de l'ouvrage est d'avoir fait appel à un talentueux spécialiste du Maroc pour nous présenter un ensemble qui comprend également l'Algérie compliquée et complexée et la discrète et policée Tunisie. Les murs du Maghreb ne sont en effet pas tous de couleur ocre et tout le monde n'a pas bénéficié de l'intelligence d'un Lyautey ni de la providence chérifienne.

Le deuxième paradoxe, réside dans le choix des idées reçues dont on ne sait trop si elles sont révélatrices de la mentalité des Français ou des idées reçues de l'éditeur ou de l'auteur sur ces mêmes Français. (3) Certaines paraissent surprenantes telles « *Les Maghrébins sont des musulmans* » ou « *Les juifs d'Afrique du Nord sont tous partis* ». Idées reçues, vraiment ?

Néanmoins, les réfutations de ces idées supposées préconçues constituent un joli prétexte à brosser le portrait historique, humain et économique des trois pays de la région et y à rechercher traits communs et dissemblances.

Le troisième et ô combien édifiant paradoxe de cet ouvrage réside dans la présentation du Maghreb comme un ensemble assez uniforme. Or toutes les tentatives de rapprochement (sans même parler d'unification) de ces trois pays, malgré leur proximité ethnique, culturelle et religieuse n'ont jamais abouti. Les trois pays se présentent chacun comme une île entourée de la mer ou de l'océan, de voisins hostiles ou du désert. Et leur seule porte de sortie diplomatique, économique et migratoire, c'est la France que la géographie puis l'histoire ont rendue si proche.

Les flux de militaires, de colons, de coopérants puis de touristes dans un sens, ceux d'immigrants légaux, de combattants africains, de rapatriés, d'étudiants puis de familles regroupées dans l'autre sens, ont créé une interpénétration humaine qui a fait de la France le ciment communautaire du Maghreb. Une bien belle idée, celle là.

Ugo PUGLIESE

(1) Pierre Vermeren - « *Le Maroc en transition* », Éd. La Découverte, 2001, épuisé.

(2) Pierre Vermeren - « *Le Maghreb* », collection Idées reçues, Éd. le Cavalier Bleu, 128 pages, prix franco : 11 €. [Achat immédiat](#)

(3) Pour les idées reçues en général, il faut évidemment se référer au « *Dictionnaire des idées reçues* » de Flaubert.

Le réel selon Nathalie Kuperman

La fonction historique du roman - montrer le réel tel qu'il ne va pas - connaîtrait-elle un regain d'intérêt ? À lire Nathalie Kuperman ⁽¹⁾ et nombre d'autres romanciers, on pourrait le penser.

Eugène Delacroix l'avait relevé dès juin 1844 (2) dans son incontournable *Journal*, les Français abusent depuis longtemps de l'esprit : « *ils en mettent partout dans leurs ouvrages ou plutôt ils veulent qu'on sente partout l'auteur, et que l'auteur soit homme d'esprit et entendu à tout ; de là ces personnages de roman ou de comédie qui ne parlent pas suivant leurs caractères, ces raisonnements sans fin étalant de la supériorité, de l'érudition, etc.* ».

Ces dernières années, la prolifération de déjections intimistes portant le nom de romans laissait même à penser que cette tare s'apprêtait à devenir l'horizon indépassable d'une littérature française bien mal en point.

Fort heureusement, il semblerait que cette triste époque soit sur le point de connaître un salutaire crépuscule. Ce qui pourrait conduire à le penser ? La publication, depuis quelques années maintenant, et plus particulièrement lors de la dernière rentrée littéraire, de romans où l'auteur s'efface délibérément, cela pour mieux laisser vivre des personnages qui ont beaucoup à nous apprendre du monde dans lequel nous survivons, fort péniblement de surcroît.

Un exemple ? S'il ne fallait citer qu'un seul de ces ouvrages, ce serait, sans hésiter, celui dans lequel Nathalie Kuperman, grâce à la singulière façon qu'elle a de raconter la reprise d'un groupe

de presse par un acquéreur particulièrement antipathique, permet au lecteur de saisir le mode opératoire de processus trop régulièrement à l'œuvre depuis quelques temps : ceux qui, prompts à nous priver violemment de notre emploi, peuvent aller jusqu'à faire de nous des fauves, bien plus rudes et sauvages que ces loups qui, au moins, ont, selon Jacques Gandouin suffisamment de « *politesse instinctive pour ne pas se manger entre eux* ». (3)

Bien qu'issu de son « *expérience lors de la cession de Fleurus Presse, qu'elle a quitté en avril dernier dans des "conditions épouvantables"* » (4), l'ex-salariée Kuperman se détache complètement de son vécu pour mieux nous livrer un récit à la narration originale, agréable à lire, plus soucieux de nous montrer un réel qui ne va pas, que l'esprit d'un auteur, qui a le fort bon goût de ne point en abuser. Bref, à lire.

Lionel ROUVE

(1) Nathalie Kuperman - « *Nous étions des êtres vivants* », Gallimard, 2010, 203 pages, prix franco : 19 €. [Achat immédiat](#)

(2) Eugène Delacroix - « *Journal - 1822-1863* », Plon, 1996, 942 pages, prix franco : 29 €. [Achat immédiat](#)

(3) Jacques Gandouin - « *Guide du protocole et des usages* », Le livre de poche, 2008, p. 79, prix franco : 11 €. [Achat immédiat](#)

(4) David Caviglioli, « *Voici le roman d'entreprise* », *Nouvel Observateur*, 26/08/2010.

Famille de France

C'est devant un public nombreux - à l'assemblée générale de l'association "Gens de France" - que son président, le prince Jean, duc de Vendôme, a présenté le bilan du tour de France qu'il a effectué pour la présentation de son livre *Un prince français*. Plus de vingt villes visitées, de nombreux contacts avec les élus locaux et partout un accueil très favorable. Après avoir évoqué les projets qu'il compte mettre en œuvre maintenant, le prince est revenu sur l'Année Henri IV qui s'achève et sur les diverses manifestations qui l'ont marquée.

Qu'est-ce que l'association "Gens de France" ? Comme l'indique leur brochure de présentation « *ce n'est ni un mouvement politique, ni un cercle culturel ou mondain, mais une structure opérationnelle tournée vers l'action pour la réalisation concrète des projets définis par le Prince* ». L'association dispose d'un site internet (<http://www.gensdefrance.com>) et publie une Lettre trimestrielle.

Nous ne pouvons qu'inciter nos lecteurs à lui apporter leur soutien.

Yvan AUMONT

Association Gens de France, 53 rue Lemer cier, 75017 Paris.

CONGRÈS 2011

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **9 et 10 avril 2011**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "*La spéculation financière*" et, d'autre part, "*Le statut de l'étranger en France*".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit égale-

ment approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur..

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Parallèlement à notre Congrès, la Nouvelle Action royaliste, fêtera cette année sa 40^e année d'existence. Dans le cadre de cette célébration nous organisons pour le samedi 9 avril (au soir du Congrès) une grande réception à laquelle seront conviés lecteurs, amis, sympathisants.

Tous renseignements seront donnés en temps utile mais réservez cette date pour ne pas manquer cet événement !

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 8 décembre** - Philosophe, professeur à l'Université Paris Descartes (Sorbonne) **Yves-Charles ZARKA** dirige la revue *Cités* et a publié de nombreux ouvrages parmi lesquels *La décision métaphysique de Hobbes*, *Monarchie et république au XVII^e siècle*, *Figures du pouvoir*...

Dans un essai récemment paru, il retrace une aventure qui aboutit sous nos yeux à un naufrage : celle de l'intellectuel français, qui a joué un rôle significatif dans notre histoire politique. L'intellectuel était, il y a une trentaine d'années encore, l'auteur d'une œuvre, littéraire, philosophique, qui lui donnait autorité pour appeler le pouvoir politique au respect des principes fondamentaux de la morale et du droit. Mais nous vivons aujourd'hui « *La destitution des intellectuels* ». Ceux qui occupent aujourd'hui le devant de la scène médiatique sont des auteurs sans œuvre, obsédés par la promotion de leur image, des

histrions sans autorité qui confondent influence et visibilité. Comment en est-on arrivé là ?

● **Mercredi 15 décembre** - Depuis l'an 1968, le « sans-frontières » est à la mode. Cela s'est dit de manière compliquée (« *déterritorialisation* »), sur le mode poétique (« *l'homme aux semelles de vent* »), sous des allures économiques (« *le marché unique* », le « *marché global* ») ou géopolitiques : effacer les frontières à l'Ouest du continent européen. Sans oublier les discours confus sur la mondialisation...

Pourtant, il est toujours inquiétant d'entendre déclarer qu'il n'y a plus de limites. Ce qui est vrai pour le comportement individuel se vérifie dans les relations internationales : l'Allemagne était belliqueuse parce qu'elle n'avait pas le sens des limites. Ce point établi, que la mondialisation n'a pas effacé, ne suffit pas. Il faut faire un « **Éloge des frontières** », au risque de choquer toutes les variétés de mondialistes.

Régis DEBRAY a eu l'audace d'écrire un livre qui porte ce titre et qui ne doit rien au nationalisme. C'est le livre d'un bon européen, d'autant plus nécessaire que le vieil européisme fusionnel est en train de mourir.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le temps de la révolte

Quant à la crise de la zone euro, les prévisions des économistes hétérodoxes se vérifient les unes après les autres. Depuis longtemps repérée comme maillon faible, la Grèce est entrée dans la phase violente de sa crise en mai dernier. C'est maintenant le tour de l'Irlande, bientôt du Portugal et de l'Espagne. La contagion touchera ensuite l'Italie et la France.

Cela se lit sur les graphiques portant sur les écarts de taux d'intérêt qui sont publiés sur la Toile tandis que la télévision nous entretient de mouvements boursiers qui n'éclairent en rien le présent et l'avenir. Qu'importe. La popularité de certains sites (1) et les commentaires publiés sur certains blogs spécialisés (2) montrent que d'innombrables citoyens font l'effort d'acquiescer ou de rafraîchir une culture économique et financière indispensable pour s'orienter, réagir puis soutenir ceux qui proposent un programme politique de refondation.

L'erreur des oligarques est de prendre « les gens » pour des spectateurs imbéciles. Ils n'entendent pas la salle rire de leur jargon de médecins et d'apothicaires moliéresques. Ils échangent des propos confus destinés aux « marchés » - à des spéculateurs qui voient comme nous la panique de ces messieurs, leurs contradictions et les sommes dérisoires qu'ils versent dans des tonneaux sans fond. Non, le fonds de soutien européen ne permettra pas de sauver les États qui entrent tour à tour dans la zone des tempêtes. Non, les plans de rigueur imposés par les oligarques locaux aux peuples

grec, irlandais, portugais, espagnols... ne permettront pas de réduire les déficits budgétaires dans les délais annoncés.

Et qu'on ne nous parle plus de « solidarité ». Les représentants des pouvoirs et des puissances qui comptent ne veulent pas ou ne peuvent pas payer. Les banques privées qui sont maintenues en survie par la Banque centrale européenne ne veulent pas payer pour leurs propres folies. Les États surendettés ne peuvent plus payer. La Banque centrale



européenne et le gouvernement allemand ne veulent plus soutenir les États déficitaires et les banques. Comme la BCE ne peut pas faire fonctionner la planche à billet à l'exemple de la banque centrale américaine, tout le monde s'entend pour faire payer les simples citoyens sous la férule de Mme Merkel à Berlin, de M. Trichet à Francfort et de M. Strauss-Kahn à Washington.

Les peuples d'Europe ont compris que ces sommités, lorsqu'elles daignent « communiquer » à leur intention, racontaient n'importe quoi. L'Allemagne (non les Allemands) qui prospère sur le dos de ses voisins, ne peut sérieusement préconiser que les pays de l'Union européenne ac-

cumulent comme elle des excédents commerciaux puisque la concurrence implique qu'ils agissent les uns contre les autres. Le Fonds monétaire ne peut pas plaider pour une « stratégie de croissance » tout en organisant la mise en place des mesures d'austérité : ces mesures provoquent et provoqueront la récession, qui alourdira les charges des États en raison de la diminution des rentrées fiscales. Imposée par Francfort et Berlin, la conjonction des plans de rigueur aggraverait la crise économique dans des proportions encore imprévisibles.

Les peuples d'Europe ont compris qu'on les obligeait à se sacrifier pendant des années pour réparer les erreurs et les fautes de la classe dominante, qui tente de sauver un ensemble paralysé (l'Union européenne) et une zone euro qui est en train d'exploser. On réclame une « gouvernance économique » comme ersatz d'une autorité politique européenne impossible à instituer. Mais il est trop tard pour réformer le traité qu'on vient à peine d'adopter. Trop tard pour l'euro. Trop tard pour des gouvernements qui ont perdu leur légitimité en agissant contre la justice, mais qui misaient sur la résignation des citoyens.

La crise économique, financière et monétaire engendre une crise sociale qui provoque une crise politique latente ou déclarée. Après les Français, les Anglais, les Irlandais, les Italiens, les Portugais, les Grecs prennent ou reprennent le chemin de la révolte. L'autisme des oligarques est tel qu'il sera difficile d'éviter la violence.

Bertrand RENOUVIN

☞ (1) Marianne2.fr publie régulièrement les articles et études des économistes hétérodoxes.

☞ (2) Cf. par exemple les commentaires des analyses publiées sur le blog de Paul Jorion : <http://www.pauljorion.com/blog/>